



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Forum Nyeleni Europe

Une priorité pour les paysans!

En Europe, une douzaine de réseaux nationaux et sub-nationaux travaillent activement sur la souveraineté alimentaire. En Europe centrale et de l'Est, de nombreuses initiatives locales existent et sont en train de s'allier au niveau national sous l'impulsion du forum Nyeleni Europe. Tous ces réseaux ont été initiés par des organisations paysannes et sont à présent également portés par des représentants de la société civile, des syndicats, ONG environnementales et de développement, organisations de consommateurs et de jeunes. C'est le résultat d'années de travail des organisations paysannes regroupées au sein de la Coordination européenne Via Campesina! Les paysans ont une voix à faire entendre au forum! Le forum Nyeleni Europe est le cadre politique pour s'atteler aux vraies solutions pour résoudre les problèmes des systèmes agricoles et alimentaires européens, voire mondiaux. Un nombre croissant d'organisations revendique la nécessité de réorganiser les systèmes agricoles et alimentaires en prenant en compte la dimension internationale et l'ensemble des aspects de la souveraineté alimentaire. Si le forum sera une étape importante comme point de convergence et catalyseur



des initiatives régionales et locales de souveraineté alimentaire, c'est, au delà du forum, la construction d'un mouvement européen pour la souveraineté alimentaire qui est en jeu. Un mouvement fort, porté par une compréhension commune et des liens durables entre les différentes régions.

La participation de la Suisse à ce forum est doublement importante: à l'approche du lancement de l'initiative populaire sur la souveraineté alimentaire, c'est un cadre de travail propice pour le futur comité d'initiative. Et si la notion de souveraineté alimentaire est introduite dans la loi sur l'agriculture, une compréhension commune de toute sa dimension incitera à donner corps à la PA 14-17 au delà de l'introduction du terme dans la loi.

Le forum Nyeleni Europe constitue une incroyable opportunité de faire pression sur les décisions politiques relatives à l'agriculture.

En effet, les thèmes des semences, des OGM, de l'installation des jeunes, du développement de filières de commercialisation, des modes de production, de l'énergie et du climat, des politiques publiques et du commerce international seront traités en profondeur. Si des leaders et experts de ces thématiques participeront au forum, celui-ci ne sera ni un débat d'experts ni une conférence internationale où on vient faire du «shopping» de conférences. Il s'agira bien pour les 500 délégués de l'ensemble du continent européen de participer activement durant cinq jours à l'identification des obstacles et à l'élaboration de stratégies communes au sein des différents axes thématiques. Pour autant, le forum n'oubliera pas de dédier une large place à l'échange d'expériences avec un espace pour présenter et mettre en lien des initiatives locales.

Rendez-vous à Krems en Autriche du 16 au 21 août!



Mobilisations

Accaparement terres

Page 3



Entretien

Patrice Dubosson

Pages 4 et 5



Réflexion

Agric BIO

Page 6



Femmes

Commission femme

Page 7

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2011

AG d'Uniterre: des décisions ambitieuses

Par les décisions cruciales prises lors de cette assemblée générale, UNITERRE compte bien consolider son développement national. L'assemblée a décidé d'une augmentation de cotisation pour les membres, d'ouvrir un poste à 100 % en Suisse alémanique, de créer un débat général sur les cotisations versées aux organisations agricoles de défense professionnelle et d'être toujours plus actif sur les dossiers courants, notamment celui de l'initiative populaire pour la souveraineté alimentaire.



Ulrike Minkner, vice-présidente, a salué les stratégies adoptées lors de cette AG.

Les membres du syndicat se sont retrouvés pour une assemblée générale plus longue que d'habitude puisqu'elle s'est déroulée sur une journée complète. Les discussions du matin étaient dédiées aux questions financières et au développement futur d'Uniterre. Il en ressort des décisions courageuses qui montrent l'attachement des producteurs au syndicat et à ses idées.

Développer fortement la Suisse alémanique

En Suisse alémanique, les dossiers tels que la souveraineté alimentaire, les prix équitables, les semences paysannes ou encore l'agriculture contractuelle de proximité ne sont pas assez défendus. Les contacts avec les consommateurs ou les syndicats sont encore trop faibles pour la simple raison qu'Uniterre n'y est représenté que par deux sections. Pour pallier ce manque, les membres ont décidé de créer un poste à 100% outre Sarine.

Le développement du syndicat et de ses idées demande des besoins humains, donc financiers, supplémentaires immédiats. Les discussions menées jusqu'alors avec les principales organisations agricoles n'ont pas permis d'obtenir la moindre rétrocession de cotisations. Dès lors, les membres ont défini deux axes pour obtenir plus de moyens.

Augmenter les cotisations dès 2012

Tout d'abord, une augmentation des cotisations d'adhésion à 400 francs a été votée. Elle permet de dégager rapidement les liquidités nécessaires

aux nombreux projets en cours et au développement du syndicat en Suisse alémanique. Afin de tenir compte du statut de certains membres, un groupe de travail au sein du comité a été mis en place pour définir une cotisation éventuellement plus faible ou à régler sous une autre forme. Vous serez bien sûr informés des résultats des réflexions courant automne 2011. Vos comités de section ainsi que le secrétariat se tiennent bien sûr à disposition pour toute question ou suggestion.

Obtenir un mandat de la part des membres d'Uniterre pour négocier auprès des autres organisations

Comme nous le disions plus haut, l'unique solution pour garantir le travail à court terme est l'augmentation des cotisations individuelles. Néanmoins, la question de la répartition inéquitable des cotisations reste entière. L'immense majorité d'entre vous cotise des montants non négligeables aux chambres cantonales d'agriculture, à des organisations de branche nationales, à des interprofessions, à des associations de marques ou autres. Celles-ci reversent une partie de ces cotisations à l'Union Suisse des Paysans. Nous n'en contestons pas la nécessité, mais remettons en question le fait que seule l'USP en bénéficie.

C'est pourquoi, après une première étude, et suite à l'acceptation unanime de l'assemblée générale, chaque membre va recevoir au début de l'automne un formulaire qu'il pourra remplir afin de donner un mandat de négociation à Uniterre pour chercher à obtenir une

rétrocession d'une part des cotisations.

Enfin, l'assemblée a validé la proposition du comité d'abaisser à nouveau les cotisations individuelles une fois que les réserves et le capital de la structure seront considérés comme suffisants. Ainsi, si nous obtenons rapidement gain de cause grâce au mandat de négociation, les cotisations pourraient être revues à la baisse.

Une étude indépendante sur les cotisations

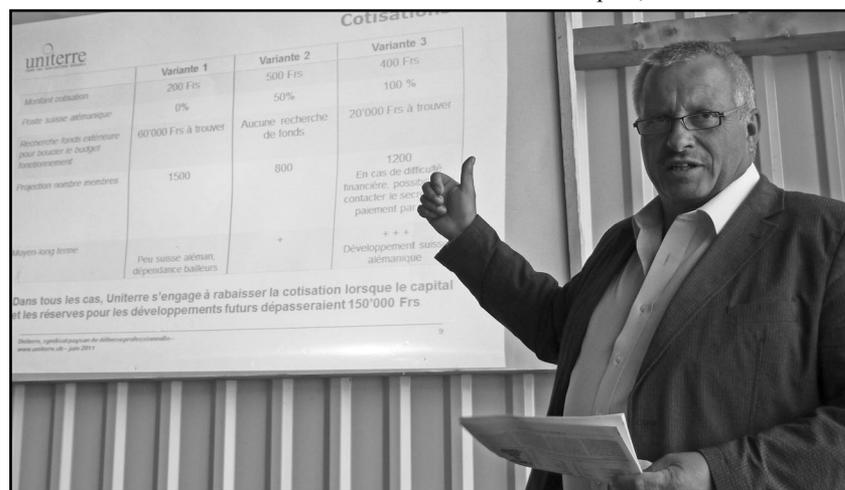
Nombre de membres se plaignent du manque de transparence quant aux méthodes de prélèvement, au montant, à l'utilisation, à la destination et au caractère obligatoire ou non des cotisations destinées aux différentes organisations agricoles. Certains remettent en question leur immobilisme et l'absence de réforme ou le fait qu'elles privilégient trop souvent l'ascension politique de leurs responsables au détriment de la défense des intérêts de leurs membres. Afin d'éclaircir la situation, ils ont décidé qu'Uniterre devra proposer et piloter une étude indépendante à ce sujet qui sera effectuée par une université.

les droits paysans, les agrocarburants, l'accaparement des terres et le suivi des activités de la FAO et de l'OMC par le biais de notre appartenance à la Coordination européenne Via Campesina.

Parmi les différents dossiers brûlants, celui relatif à la souveraineté alimentaire sera particulièrement important en 2011-2012 avec :

- L'organisation et la participation au forum européen sur la souveraineté alimentaire en Autriche (Nyeleni 2011).
- Les discussions sur la PA 2014-2017.
- La poursuite des activités de la plateforme nationale sur la souveraineté alimentaire.
- La constitution d'un comité d'initiative pour le lancement d'une initiative populaire.

L'assemblée a remercié les bénévoles comme les salariés pour le travail fourni. Elle a salué l'efficacité de notre petite structure avec des secrétaires véritablement au service des dossiers et des membres. Sur le plan de la communication des gros efforts ont été faits en direction de la Suisse alémanique avec une traduction quasi systématique des communiqués, un site internet et



Pierre-André Tombez souhaite une relève au sein du syndicat

Souveraineté alimentaire

L'après-midi fut l'occasion pour les membres de faire le point sur les activités du syndicat. Le rapport d'activité de la présidence et des secrétaires a démontré l'immense diversité des activités déployées par le syndicat: il a été question des dossiers nationaux tels que l'agriculture de proximité, la gestion du marché laitier et la revendication de prix équitables, la revalorisation des grandes cultures et des fourragères, la réforme de la politique agricole suisse. Les dossiers internationaux ont aussi été évoqués comme la lutte européenne pour un prix du lait équitable (EMB),

des articles du journal en allemand. L'assemblée a également relevé le caractère visionnaire des idées et des valeurs défendues depuis des années et qui sont reprises aujourd'hui par les organisations principales. Les membres ont salué le caractère politique du syndicat ce qui permet de débattre des dossiers et des idées avec l'ensemble de l'échiquier politique.

En conclusion, Pierre-André Tombez, Président d'Uniterre depuis plus de 10 ans, a annoncé que 2011 était sa dernière année à ce poste.

Übersetzung: website.

MOBILISATION

Accaparement des terres: il faut agir!

Derrière cette terminologie récente se cache un phénomène mondial engagé depuis quelques années mais qui s'est accéléré depuis la dernière crise financière et l'envolée du prix des denrées alimentaires qui s'ensuivit. Elle a attisé la soif des spéculateurs relayés par des fonds de placement gérés le plus souvent par des Banques (UBS, Crédit Suisse, Banque Pictet, Sarasin, Julius Bär...).



Plusieurs dizaines de manifestants se sont positionnés devant l'entrée de l'hôtel Kempinski qui accueillait la «conférence des accapareurs».

De quoi s'agit-il?

L'accaparement de terres est l'achat ou de la location de terres à long terme (plus de 50 ans) concernant des surfaces d'au moins 10'000 hectares (soit la moitié du canton de Genève). Rien qu'en 2009, l'accaparement des terres a représenté 10 fois la surface de la Suisse ou 45 fois sa surface agricole! Des millions d'hectares ont ainsi déjà été investis principalement en Afrique: Soudan, Éthiopie, Sierra Léone, Bénin, Madagascar... mais aussi en Amérique latine. Nombre de ces pays sont également victimes régulières de crises alimentaires. On prétend que l'ensemble de ces terres représente aujourd'hui la moitié de la surface cultivable de la Chine, ce qui situe bien l'ampleur du phénomène. Les principaux pays engagés dans l'achat sont la Corée (via l'entreprise DAEWOO) et des capitaux souverains des pays du Golfe, de la Chine, de l'Inde, d'Israël... et ce phénomène prend de l'ampleur en raison des bénéfices attendus sur ces investissements.

Cette main-mise est loin d'être innocente. Sont visées les terres dont l'acquisition pose le moins de problèmes possibles: où les acquéreurs profitent d'un certain vide juridique en matière de propriété et dont le prix est forcément plus bas. On comprendra sans peine pourquoi le continent africain est le principal visé dans ces opérations. Des arrangements en sous-main avec des chefs de villages ou des gouvernements - arrosés au passage - facilitent le plus souvent les transactions. Il faut souligner que les contrats liés à ces acquisitions incluent l'eau nécessaire à la mise en culture de ces surfaces. C'est bien sûr un type d'agriculture industriel très mécanisé que

l'on va mettre en œuvre et qui suscite d'ailleurs beaucoup d'intérêt de la part de l'industrie des machines. Ce type d'agriculture n'a besoin que de peu de main d'oeuvre et pour l'essentiel d'une main d'oeuvre précaire et saisonnière. C'est dire que ce pseudo-développement ne saurait profiter aux populations indigènes d'autant que l'essentiel des productions envisagées sont destinées à l'exportation. Les populations nomades sont tout particulièrement exposées à ce phénomène d'accaparement et sont sérieusement menacées: n'ayant pas de territoire vraiment défini et même si les transhumances annuelles sont ancestrales, elles ne bénéficient d'aucune garantie et ne sont au bénéfice d'aucun titre de propriété quelconque. De plus, l'emploi programmé de pesticides, d'engrais et d'OGM risque de compromettre à long terme la fertilité de ces territoires. Les pollutions inhérentes à ce mode de cultures dégraderont les lacs, les nappes et les cours d'eau mettant en danger la santé des populations locales.

Ce tableau rapidement brossé montre l'impact négatif que va générer ce phénomène sur les populations locales, premières victimes de ces acquisitions sauvages. Ces dernières privent le plus souvent la population rurale de ses moyens d'existence, aggravent le problème de l'eau, déstructurent les sociétés locales et viennent aggraver leurs conditions d'existence, les livrant à la pauvreté.

Réglementation du phénomène?

Quelques voix, cependant, tentent de s'élever même à la Banque mondiale et dans certaines grandes institutions internationales pour adjoindre à ces

transactions une dimension éthique par la signature d'une Charte. Mais le caractère volontaire de ces Chartes ne saurait constituer des garanties suffisantes pour les populations concernées. Il y a lieu que ces investissements soient sinon interdits du moins sévèrement surveillés et de manière suffisamment coercitive pour éviter aux populations d'en faire les frais. Ces dernières doivent pouvoir se prononcer sur l'opportunité et les conséquences de ces investissements pour leur avenir proche et lointain. La Via Campesina suit de très près, avec ses alliés, les processus de tentative de réglementation au niveau mondial.

Rôle de la place financière suisse

La Suisse, en tant que plate-forme financière d'importance, propose sur le marché des capitaux des fonds d'investissement dont l'objectif consiste à prendre le contrôle de surfaces les plus vastes possibles dans un but soit purement spéculatif - où les terrains sont laissés «en dormance» dans l'attente de voir leur prix s'envoler à la faveur des crises à venir -, soit pour développer des monocultures de canne à sucre ou de jatropha pour la production d'agrocarburants, soit pour la production de maïs ou de soja pour le marché mondial afin de ravitailler le cheptel des pays développés.

Des «sessions» ou pseudo séminaires de formation sont régulièrement tenus afin d'orienter les investisseurs vers ces nouveaux marchés porteurs. Ils ont notamment lieu à Genève, en raison de sa qualité de plaque tournante du commerce agricole mondial où de nombreuses sociétés se sont installées avec l'aide d'avantages fiscaux. Le but de ces séminaires est très clairement annoncé sur papier glacé: la recherche de capitaux pour ces juteuses affaires. Une attention toute particulière est portée en direction des fonds et caisses de pension, régulièrement invitées à cause des sommes colossales qu'ils ont à gérer et que le rendement de ces investissements pourraient intéresser.

Comment agir au plan local?

La dernière rencontre organisée, la «JetfinAgro conférence 2011», pour ces investisseurs d'un nouveau genre, a eu lieu le 7 juin dernier à Genève. La «coalition genevoise contre l'accaparement des terres» qui regroupe des syndicats paysans (dont Uniterre), des syndicats ouvriers (L'Autre syndicat, SiT, Unia, UITA), des organisations de la société civile (ATTAC, coordination climat et

justice sociale, ...), des ONG (Cetim, Pain pour le Prochain, FIAN, cotmec...) a décidé de se mobiliser pour dénoncer la tenue de cette réunion et l'appui de l'État de Genève à celle-ci. Une conférence de presse et une manifestation ont eu lieu devant le Grand Hôtel Kempinski.



Les manifestants se sont fait entendre par les confédérés.

Elles avaient pour but de sensibiliser l'opinion à ces manoeuvres financières. Parallèlement, le Gouvernement genevois fut interpellé de trois manières: via un courrier adressé par la coalition, par une interpellation urgente déposée par le député UDC Eric Leyvraz et par une motion déposée par le député des Verts Christian Bavarel. Chacune de ces actions avaient pour objectif d'obtenir des éclaircissements sur l'implication du Canton à cette conférence. Elles ont également dénoncé l'incohérence de la politique de l'exécutif cantonal: d'une part le soutien au développement durable et aux Droits Humains et d'autre part, l'appui, en étant sponsor officiel de cette conférence, à l'activité d'accaparement des terres. La coalition a également demandé que les fonds de pension de la Ville et de l'État n'investissent pas dans ce type de business et réorientent leurs investissements vers l'économie sociale et solidaire.

*Alexis Corthay, président Uniterre
Genève*

Une PUB à insérer?

021 601 74 67

VIE DU SYNDICAT

L'avenir sera équitable ou ne le sera pas...

Le co-président de la commission lait d'Uniterre, Patrice Dubosson est catégorique, l'agriculture familiale ne perdurera qu'à une seule condition: que les prix payés couvrent la totalité des coûts de production et permettent la réalisation de bénéfices. Une entreprise ne peut vivre et se maintenir dans un environnement économique si elle ne dégage pas suffisamment de moyens. Et cela est valable pour une exploitation de plaine comme de montagne. Il est donc urgent d'agir...



L'alpage de Patrice Dubosson au dessus de Troistorrents.

Qu'il parle de sa famille, de «ses» Dents-du-Midi, de ses animaux ou qu'il négocie les conditions cadres de prise en charge de son lait, Patrice Dubosson est fidèle à lui-même: engagé, passionné et sincère dans ses actes comme dans sa parole. Sa capacité de persuasion est reconnue. Tous les arguments sont préalablement discutés, réfléchis et posés. Toujours à l'écoute des autres, il est rassembleur. Il a cette capacité de récolter les informations et les avis et de les porter plus loin. Chez lui, peu de paroles en l'air mais beaucoup d'actes concrets. Ceux d'Uniterre qui le connaissent peuvent en témoigner.

Beaucoup de gens te connaissent pour ton engagement dans le secteur laitier. Mais en dehors de cette vie publique, qui es-tu?

Je suis marié à une femme extraordinaire. Sans elle je ne pourrais pas faire la moitié de ce que je fais. Elle s'implique énormément dans l'éducation de nos trois enfants, gère sa propre entreprise dans le secteur de la beauté et participe très régulièrement aux activités de traite des animaux. Elle m'encourage tous les jours dans mes activités.

Dans le cadre d'un programme soutenu par Caritas, notre famille accueille régulièrement, et cela depuis cinq ans environ, des personnes en rupture sociale. Elles viennent chez nous le temps de quelques semaines à quelques mois pour se retaper et retrouver un peu de sens à leur existence.

Notre ferme est située en zone de montagne 3, sur les hauts de Troistorrents, dans le Val d'Illeiez. Nous élevons une vingtaine de vaches et une douzaine de génisses. Notre production laitière est livrée à l'industrie Vallait. Dès début mai et jusqu'à la fin de l'estivage, nos animaux sont à l'alpage.

Afin de compenser les pertes financières

du secteur lait, j'ai dû développer des travaux pour tiers, dont des transports de fumier, des activités de déneigement et parfois des travaux mécaniques ou de charpentes. C'est triste, ici dans la vallée, beaucoup de producteurs de lait traient matin et soir et la journée se passe en station de ski. La charge de travail n'a fait qu'augmenter sans pour autant améliorer le salaire. La qualité de vie des familles paysannes s'est vraiment dégradée avec la chute des prix du lait.

Tu es co-président de la commission lait d'Uniterre depuis quelques années déjà. Peux-tu nous dire ce qu'il s'y fait?

La commission lait d'Uniterre est une commission de producteurs, spécialistes de la question laitière. Son rôle est de faire des propositions stratégiques et d'action au comité d'Uniterre en fonction de l'actualité. Sa force réside dans le fait qu'elle rassemble des producteurs de toutes les régions de Suisse, sans distinction de filières de transformation (fromage ou industrie).

Avec les années, je me suis rendu compte que les producteurs, quelque soit leur filière de commercialisation, avaient des problèmes similaires, à savoir le prix de vente de leur produit et la gestion des quantités.

Un producteur de fromage a tout intérêt à se battre pour que le prix du lait industriel soit élevé s'il veut garder, voire augmenter son prix. Dans la commission lait, les producteurs, qu'ils soient en fromagerie ou en industrie, se comprennent bien entre eux et cherchent ensemble à résoudre les problèmes. Ce dernier point est fondamental pour la profession. La commission lait est une des seules structures où les idées fusent et où les problèmes se discutent, parfois de manière houleuse, mais sont

au moins débattus.

Les producteurs de la commission apportent chacun leurs connaissances locales ou nationales et profitent du syndicat pour l'apport international, via la fédération européenne des producteurs de lait (EMB) et la Coordination européenne Via Campesina (ECVC). Ces échanges et ce partage d'informations débouchent sur des propositions et des actions très concrètes comme la revendication unanime et européenne pour la souveraineté alimentaire et un prix du lait équitable, deux grèves du lait européenne, notre mesure de régulation des quantités en mains des producteurs ou des actions condamnant les grands distributeurs. Toutes ces actions médiatiques, portées par les familles paysannes ont trouvé écho auprès des consommateurs, ce qui a créé une pression sur la classe politique comme sur les grands distributeurs. Désormais ces derniers ne pourront plus faire comme bon leur semble car ils savent que les consommateurs sont de notre côté. A nous donc de saisir cette occasion pour poser nos revendications et développer nos projets.



Y'en a-t-il déjà en fonction?

Depuis les grèves du lait et la révolte paysanne, de nombreux projets fonctionnent ou sont en gestation. Des producteurs se sont mis à commercialiser du lait équitable via des marchés ou des structures d'agriculture contractuelle de proximité. A Genève, le lait labellisé GRITA, acheté équitablement aux producteurs par les LRG et commercialisé entre autre par Manor, rencontre un franc succès. Dernièrement, la Migros est entrée en discussion avec IP-Suisse pour le lancement d'un lait avec une plus grande valeur ajoutée. Même si ce dernier projet est critiquable sur bien des points, il va dans la bonne direction,

à savoir une hausse du prix du lait.

Dans le Val d'Illeiez, suite aux grèves du lait, une commission intercommunale regroupant trois communes a été mise en place. Son objectif est de trouver des solutions locales pour améliorer la situation financière des familles paysannes d'ici.

Ailleurs d'autres projets se mettent en place, se réfléchissent et mûrissent. Tous ces projets et ce dynamisme rural et urbain en faveur des producteurs de lait est lié directement aux actions d'Uniterre, aux grèves du lait, à la revendication unanime pour un prix du lait équitable. Nous avons secoué l'opinion publique et elle se réveille. Cela démontre que la meilleure défense professionnelle que l'on puisse faire, c'est de mettre les familles paysannes dans les rues, en action, au contact des citoyens. Ils sont à notre écoute et beaucoup sont de notre côté.

Tu parles de cette commission intercommunale du Val d'Illeiez, quels sont ses objectifs, qu'a-t-elle déjà réalisé?

Cette commission est née en 2008, suite à la grève du lait. Elle regroupe les communes de Troistorrents, Val d'Illeiez et Champéry. Dix personnes la composent, à savoir deux producteurs de lait de chaque commune, une personne du Conseil communal de chaque commune ainsi qu'une vulgarisatrice de la Chambre valaisanne d'agriculture. Je suis un des producteurs de Troistorrents. Cette commission a été créée à l'initiative de la vulgarisatrice qui souhaitait mettre en valeur le lait de la vallée. Cette commission est formée de différents groupes spécialisés - à l'image des commissions d'Uniterre - qui fonctionnent selon les sujets. Je préside celui du lait qui a été créé en 2010.

Certains de ces groupes ont déjà réalisé des projets. Il y a eu par exemple la remise en route de l'abattoir de Champéry et une profonde réflexion sur la gestion du loup dans la région.

Pour le lait, le travail du groupe est conséquent car il touche différentes filières de commercialisation. Certains fromagers en alpage alors que d'autres, comme moi, livrent à l'industrie. Les attentes et les projets à réaliser sont donc différents, mais tous s'accordent pour dire qu'il faut absolument un prix équitable. Là encore la revendication d'Uniterre a fait son chemin.

Afin de répondre aux attentes des producteurs nous avons fait, dans un

SUITE DE L'ENTRETIEN



Patrice Dubosson, paysan de montagne engagé et rassembleur.

premier temps, un brainstorming général et participatif afin que toutes les idées sortent. Une fois cette action réalisée, le groupe a défini les grands axes d'action. Un bureau d'ingénieur a été mandaté pour accompagner le projet.

Les projets retenus par la commission sont la création d'un local de coulage, la construction d'une cave d'affinage et l'amélioration des structures de transformation dans les alpages. En effet les producteurs souhaitent garder la typicité des alpages et des fromages. Personne ne souhaite créer une grosse fromagerie centralisée de type industriel.

Concernant l'écoulement de nos différents produits, nous misons tout d'abord sur les partenaires locaux, à savoir les consommateurs directs, les commerces de proximité mais également les restaurateurs et les hôteliers. Nous sommes dans une région touristique par excellence et nous voulons en profiter. Les Portes du Soleil attirent des milliers de touristes chaque année. A nous d'entreprendre ce qui est possible pour qu'ils goûtent tous à nos produits. De plus l'aspect équitable est porteur, surtout pour la clientèle que nous visons. Afin de connaître les potentiels de marché, nous avons fait une étude de marché. Il en ressort que la plupart des consommateurs comme les acteurs de la restauration et de l'alimentation sont intéressés. Des discussions sont en cours actuellement pour renforcer les partenariats et le marketing.

Dans le projet, un groupe de travail planche sur les aspects énergétiques. Une réflexion sur la production d'«AgroGaz»

est lancée. L'idée serait d'utiliser du fumier, le petit lait des fromageries ainsi que les déchets verts des communes pour faire tourner une ou plusieurs installations. Notre objectif serait de voir si les besoins énergétiques de nos nouvelles installations pourraient être couverts par cette énergie. Nous cherchons à boucler la boucle. Nous fournissons nos produits laitiers aux consommateurs et aux restaurateurs. Ceux-ci produisent des déchets, qui seront utilisés pour la production de l'énergie nécessaire à faire tourner nos installations de transformation et d'affinage. Si nous réussissons ce tour de force, l'impact marketing ne pourrait être que renforcé.

Jusqu'à aujourd'hui qu'elles sont les filières de commercialisation des producteurs du Val d'Illeiz?



Patrice Dubosson lors du démarrage du projet de développement régional au Val d'Illeiz.

Sur huitante exploitations agricoles, cinquante produisent du lait. Les autres sont actives dans l'élevage et l'engraissement de bovins ou du menu bétail comme les moutons. En été, les alpages produisent septante-trois tonnes de fromage à raclette. Quelques tonnes sont achetées et commercialisées par Vallait. Le reste est vendu en direct. Les canaux de distribution sont donc déjà là. Il s'agit de les maintenir et de les développer afin qu'ils soient plus rémunérateurs pour les producteurs. En hiver, la quasi totalité du lait est livré à Vallait, dans la filière industrielle peu rémunératrice. Notre défi au sein de la commission intercommunale sera donc aussi de mettre en valeur le lait «d'hiver». Pour cela il faudrait développer une ligne de fabrication de yogourts et d'autres produits frais.

Revenons à la défense professionnelle, comment analyses-tu la situation actuelle pour le lait d'industrie?

Je suis pessimiste. Les dernières décisions de l'interprofession du lait ne remettent pas en question la problématique des quantités. Nous continuons de produire des surplus dont l'évacuation est financée par l'ensemble des producteurs. Cette politique est totalement contraire à une politique de souveraineté alimentaire puisqu'il s'agit de subventions à l'exportation cachées et de droit privé.

Le discours rassurant des organisations de producteurs de lait endort les paysans. Beaucoup croient que la situation des prix va s'améliorer cet automne. Or, je suis persuadé qu'il n'en sera rien, ou alors quelques centimes pour faire taire les quelques virulents qui pourraient à nouveau élever la voix.

Pour moi, tant que les producteurs n'obtiennent pas la gestion des quantités en leurs mains, il ne sera pas possible d'être vraiment en position de force pour augmenter réellement et durablement le prix à un niveau équitable. Dans leur majorité, les producteurs valaisans appuient d'ailleurs cette position puisqu'ils ont voté, pour cette raison, le retrait de

leur Fédération de l'IP-lait.

Uniterre doit continuer à mettre en avant l'objectif de prix et la mesure de régulation des quantités. Actuellement, nous sommes la seule organisation qui tienne encore ce discours, à mon avis fondamental. L'IP-lait a reçu la force obligatoire pour une année. Cela veut dire que nous devons être prêt à mettre en place notre projet lorsque cette dernière tombera.

Uniterre devra profiter des élections de cet automne et du nouveau Parlement pour positionner et faire accepter son projet qui est d'ailleurs en totale adéquation avec le projet de souveraineté alimentaire et l'initiative populaire qui sera lancée.

Au plan européen, Uniterre doit être plus actif au bureau d'EMB. En effet, les politiciens européens en charge de mettre en place la nouvelle politique laitière observent de très près le système suisse. L'OFAG se gausse d'avoir trouvé le meilleur système en l'état actuel. L'Europe pourrait donc s'en inspirer fortement. A EMB, nous devons donc faire passer le message que le système suisse actuel ne fonctionne pas. Que sans la force obligatoire aux producteurs et une gestion des quantités en mains des producteurs, il est strictement impossible d'obtenir un prix équitable. EMB doit prendre en compte ces paramètres et développer sa réflexion comme l'a fait Uniterre en Suisse et ECVC au plan européen.

Veux-tu ajouter quelque chose pour terminer?

Oui, je pense que le travail que fait Uniterre est impressionnant en regard du budget à disposition. Les secrétaires et le staff de direction font un énorme travail, aussi efficace que de qualité. Je tiens personnellement à les remercier et j'espère qu'Uniterre pourra se développer et atteindre ainsi la place qu'il mérite au sein des organisations agricoles.

Propos recueillis par Nicolas Bezençon

Metabol
Bolus après-vélagé
Nettoyage et tonus

Taritral
TARIR avec la nature
sans antibiotique

Ovulitral
Le geste
FERTILITÉ

LGC SA
1627 Vaulruz
www.altagenetics.ch 026 913 79 84

RÉFLEXION

Agriculture biologique = agriculture paysanne?

Souvent, à première vue, tout semble parfaitement clair et net. Bien sûr, l'agriculture biologique est paysanne. Quelle est donc l'utilité du point d'interrogation dans le titre ?

En tant qu'agriculteurs biologiques, nous travaillons avec la nature, non pas contre elle, et nous veillons particulièrement à maintenir fermés les cycles naturels de nos exploitations. Malgré cela, le développement de l'agriculture biologique – du moins depuis l'entrée des grandes surfaces dans le monde du Bio – soulève des questions que je m'efforcerai de présenter dans cet article, afin d'encourager la réflexion autocratique.

Sur une ferme, le cycle des matériaux et de l'énergie est un idéal qu'il nous est impossible d'atteindre. En effet, nous produisons des aliments qui quittent la ferme pour nourrir des humains d'ailleurs, créant une brèche dans le cycle de la ferme. Mais la taille de cette brèche varie. L'agriculture biologique, et particulièrement celle de l'hémisphère nord, industrialisé, dépend de nombreux intrants. Nous ne pouvons plus exclure l'agriculture biologique des réflexions actuelles portant sur le pic pétrolier et notre dépendance au pétrole. Nous ne vivons pas dans une bulle au-dessus de la terre, mais en son milieu, avec nos deux pieds sur le sol.

Préparer l'agriculture postfossile

Il y a longtemps que le pétrole a pris la relève des animaux de trait. Dès ce moment, l'énergie pour la traction n'a plus été produite sur les fermes. L'entrée du pétrole dans l'agriculture a entraîné une rationalisation énorme des processus de production agricole; des milliers et des milliers de personnes ont été éjectés du secteur primaire. Des exploitations familiales, tellement mise en avant par la politique agricole actuelle, il ne reste pas grand chose. Aujourd'hui, les exploitations sont souvent des entreprises constituées d'une seule personne, avec l'autre conjoint qui travaille à l'extérieur pour financer l'exploitation, puisque les prix aux producteurs sont tombés tellement bas. Avec la transition vers la traction motorisée, de grandes surfaces affectées à l'affouragement des animaux de traction ont été libérées. Les pâtures des chevaux de trait ayant été très extensives, leur réaffectation allait souvent de pair avec une intensification. Dans les prés, l'utilisation d'engrais a été intensifiée pour procurer un affouragement plus riche aux vaches. D'autres terrains ont été labourés et mis en culture. Cette transformation a amené une perte de la biodiversité, mais elle a également provoqué la perte d'un savoir-faire traditionnel, autrefois transmis d'une génération à l'autre. Qui d'entre nous est encore capable de labourer la terre avec deux chevaux

ou de faire le travail le plus simple à l'aide d'un cheval? Les agriculteurs et agricultrices biologiques se retrouvent dans le même piège que le reste de la société. Comment allons-nous produire, lorsque le flot de pétrole tarira? Ne devrions-nous pas prendre les devants et préparer l'agriculture postfossile? Comment un tel changement peut-il être amorcé d'un point de vue économique? Tout mouvement allant dans cette direction dépend du soutien de la société entière. Cependant, les paysans peuvent jouer un rôle de pionnier dans ce processus: nous devons tenter de convaincre le plus de personnes possible de soulever ce défi avec nous.



Plantons de salade en cercle et coeur lors de la journée des luttes paysannes le 17 avril 2011: recyclage et échelle humaine ...

Des effectifs de bétail démesurés

Un autre facteur qui agrandit la brèche dans le cycle des éléments d'une ferme est l'achat de fourrages. Naguère, le nombre d'animaux sur une ferme était adapté à sa capacité de production fourragère. L'agriculture paysanne était inévitablement organisée en cycles fermés, elle était liée au sol. Une cause de l'augmentation des importations fourragères est l'existence d'effectifs de bétail démesurés. L'utilisation de leur fumier et de leur purin sur des terrains limités a provoqué une surfertilisation, entraînant des concentrations excessives de nitrates dans l'eau potable et des problèmes d'eutrophisation dans les eaux. De nos jours, la Suisse a une relative maîtrise de ces problèmes. Toutefois, notre dépendance des importations fourragères est flagrante, même dans l'agriculture biologique: 97 % des protéagineux dans les concentrés sont importés et le taux de céréales fourragères importées atteint environ 75 %. Le problème qui se pose à nous est que nous travaillons avec des animaux que nous ne pouvons plus nourrir avec les

ressources de nos fermes. Ce problème apparaît dans toute son ampleur dans l'agriculture avicole. Là, le biologique comme le conventionnel travaillent avec la génétique, utilisant des souches hybrides destinées à l'engraissement et à la ponte. Ces souches sont fournies par une poignée d'entreprises multinationales et les poules perdent leur productivité supérieure si elles ne sont pas nourries adéquatement. Sur nos élevages, il n'y a pas d'accoupage naturel ou de jolis petits poussins comme dans les annonces publicitaires. La plus grande partie des aliments provient de pays lointains: le soja du Brésil et le gluten de maïs de la Chine ne sont pas des exceptions, mais la règle.

Des intrants biologiques: des produits de Syngenta ou de Bayer

Les engrais du commerce élargissent davantage la brèche dans le cycle des nutriments. Bien que les engrais minéraux et synthétiques soient interdits dans l'agriculture biologique, il existe une offre surabondante, car la pression économique croissante force les fermes diversifiées à se spécialiser. Cependant, la spécialisation implique souvent l'abandon du bétail et donc l'abandon de l'exploitation mixte, traditionnelle. Aujourd'hui, la liste des intrants pour l'agriculture biologique contient déjà 112 pages et l'on y trouve facilement des produits de Syngenta ou de Bayer, ce qui ne fait que soulever d'autres questions. D'un point de vue historique, l'agriculture biologique est étroitement liée à la lutte contre l'industrialisation et l'agrochimie. Pourtant, elle est devenue un marché intéressant pour les multinationales dominantes à l'échelle mondiale. Les produits interdits en Europe, Syngenta les vend en Amérique du Sud, et tandis que ces multinationales orchestrent l'assassinat de nos collègues du mouvement brésilien des sans-terres qui luttent pour une

réforme agraire¹, ils nous vendent des produits phytosanitaires à base de soufre et de cuivre pour les cultures biologiques en soulignant leur engagement pour l'agriculture durable au travers de leur fondation². Tout aussi contestable est l'exportation de Guano (excréments des oiseaux marins sur les côtes du Pacifique) du Pérou pour l'agriculture biologique et les jardiniers amateurs en Europe. Au lieu de transporter cet engrais sur des milliers de kilomètres, il pourrait être utilisé pour raviver les sols appauvris dans les régions montagneuses et les plateaux des Andes.

Une approche globale en voie de disparition

Il est également inquiétant de voir comment la mentalité conventionnelle s'est immiscée dans l'agriculture biologique et comment elle est devenue l'opinion majoritaire: lorsqu'il y a un problème phytosanitaire, tous les efforts sont déployés pour trouver le ravageur ou la maladie responsable et engager une lutte directe pour l'exterminer. L'approche globale pour analyser et améliorer des situations problématiques liées au phytosanitaire ou à la santé est en voie de disparition. En Amérique du Sud, la dépendance des intrants a amené les organisations rurales à tourner le dos au biologique et à embrasser le concept de l'«agroécologie». Autant que possible, ces paysans veulent produire et vivre de façon indépendante, autonome, et vendre les fruits de leur travail dans leur pays, au lieu d'occuper des niches dans le marché transatlantique. Pour eux, prouver l'importance et la nécessité sociale de leur existence dans leur propre pays est la seule issue pour améliorer leur situation. Comme les pionniers du mouvement biologique, les autorités morales de l'agroécologie prônent la création d'un système écologique agraire résilient grâce à sa grande biodiversité. Un système capable de s'équilibrer et de se stabiliser de l'intérieur. Mais la tendance est à la spécialisation et à l'homogénéisation des cultures en raison de la pression économique. Pour renverser cette tendance, il faut développer des stratégies qui vont au-delà des affaires paysannes et transformer fondamentalement la société entière.

Reto Sonderegger, producteur Bio au Nord-Argentine dès juillet 2011

¹ <http://www.mst.org.br/node/4890>

² <https://www.fibl.org/shop/pdf/1078-intrants.pdf>; <http://www.syngentafoundation.org/index.cfm?pageID=361>

Übersetzung: website.

FRAUEN

5. Bäuer_innentreffen Uniterre/Via Campesina

Haupttraktandum unseres Treffens am 15. Mai 2011 in Donat (GR) war eine Diskussionsrunde zur Vorbereitung auf das Nyeleni Treffen im August. Die Fragen zum Thema waren vom Organisationskomitee gestellt und es ergab sich eine angeregte und ausführliche Debatte.



Was bedeutet Ernährungssouveränität hier für uns?

Die von Via Campesina stammende Definition von Ernährungssouveränität beginnt mit folgendem Satz: «Ernährungssouveränität bezeichnet das RECHT der Bevölkerung eines Landes oder einer Union, die Landwirtschafts- und Verbraucherpolitik selbst zu bestimmen, ohne Preis-Dumping gegenüber anderen Ländern». Eine Bäuerin bringt ihre Meinung zum heute gängigen Konsumverhalten mit folgenden Worten auf den Punkt: «Ernährungssouveränität bedeutet kein Wunschkonzert». Dadurch

das Preis-Dumping gegenüber anderen Ländern ausgeschlossen werden soll, müssen grundsätzlich neue Ansätze gefunden werden.

Eine Bäuerin nennt das Vermeiden von Distanzen zwischen KundInnen und BäuerInnen, als wichtiges Kriterium. Wir diskutieren auch den Begriff «Verzicht». Ernährungssouveränität kann bedeuten, auf gewisse Nahrungsmittel zu verzichten. Konsequenz davon kann der Verlust von Arbeitsplätzen sein und auf der anderen Seite braucht es für eine Landwirtschaft der Nähe (und sparsamen Umgang mit Ressourcen) auch wieder mehr Menschen, die mitarbeiten.

Wie sind wir als Bäuer_innen involviert?

Wir verstehen uns in verschiedenen Hinsichten als involviert in Ernährungssouveränität: indem wir auf dem Markt unsere Produkte verkaufen, Tauschhandel betreiben oder den Zwischenhandel ausschalten. Indem wir entscheiden, wo wir was kaufen. Eine feministische Haltung gehört für uns auch zum Involviertsein in die Ernährungssouveränität. Eine Teilnehmerin berichtet von einer Nachbarsbäuerin, die zu ihr sagte, ohne ihren Mann würde sie auch eine andere Art Landwirtschaft betreiben. Im Hinblick auf Ernährungssouveränität gilt es also auch, ein männlich dominiertes (Landwirtschafts-)System aufzubrechen. Wichtig wäre, dass Höfe vermehrt auch an interessierte Töchter vererbt würden, oder an Menschen von ausserhalb des traditionellen Familiensystems weitergegeben werden.

Was sind Barrieren, um Ernährungssouveränität zu erreichen?

Neben einem männerdominierten System wird auch die landwirtschaftliche Ausbildung in vielen Punkten als eine Barriere für Ernährungssouveränität erlebt. Ein weiteres Hindernis klingt zunächst paradox: Es gibt heute ein *Zuwenig* als auch gleichzeitig ein *Zuviel* an Tradition. D.h. historisch

gesehen war die Ernährungssouveränität schon einmal erfüllt, aber nicht unbedingt zu den Bedingungen (vgl. z.B. Geschlechterverhältnis, Arbeitsteilung), die wir heute fordern. Eine Barriere fürs Aufeinanderzugehen von Produzent_innen und Konsument_innen ist das Einkommensgefälle zwischen landwirtschaftlichen Berufen und den vielen anderen Berufen.

Was für potentielle Möglichkeiten gibt es?

Die Kleinräumigkeit der Schweiz bietet ein Potential für die Ernährungssouveränität. Eine vielfältige Produktion ist auf den nach wie vor gemischten Betrieben noch möglich bzw. könnte relativ einfach wieder ausgebaut werden. Wir sind uns auch einig, dass das Konzept der Vertragslandwirtschaft ein vielversprechendes ist. Dies fördert u.a. auch den Austausch mit urbanen Kreisen und öffnet die Höfe für Aushilfen aus anderen Lebenswelten.

Ulrike Minkner

Das nächste Treffen des Bäuer_innen-Arbeitskreises findet am 25. Sept. 2011 bei Christine Gerber in Fomet-Dessus, 2718 Lajoux/JU statt. Tel. 032 484 02 41

Frauenstreiktag 2011 in Bern

Am 14. Juni streikten in vielen verschiedenen Schweizer Städten die Frauen, wie auch schon vor 20 Jahren. Die Forderungen sind fast genau gleich geblieben. Neu ist die offizielle Beteiligung der Bäuerinnen, der Landfrauen, generell der Frauen auf den Höfen, an einem solchen Streiktag.

Frau Christine Bühler, neue Präsidentin des SBLV (Schweizer Bäuerinnen- und Landfrauenverband), hatte zur Beteiligung am Frauenstreiktag aufgerufen, was zu einem gewissen Wirbel im männerdominierten Schweizer Bauernverband geführt hat. Frau Bühler hingegen liess sich nicht beirren und stellte Forderungen für die bessere soziale Absicherung der Frauen auf den Höfen.

So wird unter anderem gefordert:

- dass der Nebenerwerb der Frauen auf den Höfen separat ausgewiesen werden soll und nicht einfach dem gesamten Nebenerwerbseinkommen zugeschlagen werden soll,
- dass in Zukunft sich die landwirtschaftlichen Statistiken nicht nur auf die rentabelsten Betriebe beziehen sollen,
- und dass die Frauen eine eigenständige AHV-Rente erhalten, sie sollen

einen Lohn erhalten oder sie teilen den Betriebsertag mit ihren Partnern auf der Basis eines Vertrages.

Aufgrund der wirtschaftlichen Situation sind die Frauen in der Landwirtschaft oft gezwungen, einem Nebenerwerb nachzugehen, um ihrer Familie ein anständiges Leben zu ermöglichen und die Ausbildung der Kinder mit zu finanzieren. Damit tragen sie eine dreifache Last auf ihren Schultern. Sie sind für ihre Familie da, helfen im Betrieb – in 75% aller Fälle sind es die Ehefrauen welche für die Buchhaltung des Betriebs besorgt sind – und sie gehen dazu noch einer Arbeit nach.

Finanzielle Probleme ergeben sich auch durch die zur Mode gewordenen Leasing-Verträge für teure Maschinen. An den Landwirtschaftsmessen unterschreibt der Bauer einen Vertrag, den seine Frau nie zu Gesicht bekommt. Damit wird die gesamte Familie über Jahre belas-

tet. Im Bericht des Bundesamtes für Landwirtschaft (BLW) wird immerhin richtig festgestellt, dass die Frauen auf den Höfen überdurchschnittlich unter gesundheitlichen Problemen zu leiden haben. Es sind nicht nur Rücken- und Nierenschäden, sondern in vielen Fällen auch schwere psychische Erkrankungen zu verzeichnen. Die Forderungen nach Gleichstellung der Frauen haben heute leider immer noch ihre Berechtigung. Auch müssen wir ein grosses Augenmerk auf die unbezahlte Arbeit haben, denn diese wird in keiner Statistik berücksichtigt und wird auch von der Gesellschaft kaum wahrgenommen, noch erhält sie eine angemessene Wertschätzung. (Quellen Bundespublikationen.admin, Association pour la justice sociale/Marianne Clottu Balegamire)

Ulrike Minkner

Inscription au forum Nyeleni Europe pour la souveraineté alimentaire, 16-21 août, Krems, Autriche



Vous pouvez encore vous inscrire à la délégation suisse en contactant le secrétariat d'Uniterre ou directement à a.gueye@uniterre.ch.

Attention séance de préparation avant le forum

Plus d'infos et le programme détaillé sur www.nyeleni.net et <http://www.uniterre.ch/Actualites/DelegationNyeleniEurope.html>

ÉNERGIE

MenschenStrom gegen Atom am 22. Mai

Die von Uniterre mitgetragene Kundgebung war ein eindrückliches Zeichen für erneuerbare Energien.



20'000 AKW- GegnerInnen versammelten sich zu einem Protestmarsch im Aargau.

Uniterre setzt sich für eine nachhaltige, dezentrale Energieproduktion ein. Unsere Bauernhäuser und Stallbauten mit den grossen Dachflächen sind sehr geeignet zur dezentralen Produktion und so können wir mit den BewohnerInnen einer Region gemeinsam Lösungen im Energiesektor angehen. Uniterre setzt auf Energiesouveränität. Das bedeutet, dass die lokale, erneuerbare und transparente Energieproduktion, die Arbeitsplätze schafft, klar Prioritäten hat. Damit wird die Einflussnahme der Bevölkerung bei energiepolitischen Entscheidungen garantiert. Eine Bewegung, die Ernährungssouveränität mit Energiesouveränität verbindet ist zukunftsweisend: lokale Nahrungsmittelproduktion bedeutet auch eine beachtliche Energieeinsparung im Vergleich zur industriellen globalen Agrarproduktion. Uniterre verlangt,

dass die Begrenzung des Fonds der kostendeckenden Einspeisevergütung (KEV) aufgehoben wird und dass ein Versorgungsnetz für eine dezentrale erneuerbare Energieproduktion aufgebaut wird.

Ulrike Minkner

Dans son projet de politique agricole 2014-2017, le Conseil fédéral est peu novateur et incitatif sur les questions énergétiques. Qu'il s'agisse de réduire la consommation d'énergie dans l'agriculture ou de produire un service énergétique décentralisé et durable dans les fermes. Il faut s'y atteler, avec une collaboration et un cofinancement de l'office fédéral de l'énergie.

La Mobilière Assurances & prévoyance

La Mobilière privilégie les intérêts de ses clients. Cette année, plus d'un million d'assurés bénéficient ainsi d'un rabais sur leurs primes représentant un montant total de 110 millions de francs. Aussi pour les agriculteurs, profitez-en !

www.mobi.ch

A LIRE/ ZU LESEN

Vers un développement Solidaire 216
numéro spécial - juin 2011

DB
Déclaration de Berne
Dichiarazione di Berna
Erklärung von Bern



AGROPOLY - Une brochure indispensable sur le contrôle des multinationales sur notre alimentation!

La «Déclaration de Berne», ONG Suisse créée en 1968, a pour vocation «d'agir ici pour un monde plus juste» en interpellant les décideurs politiques et économiques suisses sur les inégalités dans le monde et les blocages qui empêchent le développement des populations pauvres de la planète.

En juin 2011, elle a publié un numéro spécial de sa revue sur la thématique des multinationales qui contrôlent notre alimentation. En 15 pages, à l'aide d'illustrations très parlantes et de textes de grande qualité, elle brosse un tableau exhaustif et terrifiant de la situation actuelle de l'agro-business: fourrage, élevage, semences, engrais et pesticides sont passés sous la loupe. Toujours moins nombreux sur le marché, ces géants de l'agro-industrie peuvent, dès lors, dicter les prix et influencer les politiques publiques. On ne peut que vous conseiller de vous la procurer.

Elle peut être commandée directement sur le site: www.ladb.ch, par mail info@ladb.ch ou par téléphone au 021 620 03 03.

AGROPOLY - Wenige Konzerne beherrschen die weltweite Lebensmittelproduktion

Die Erklärung von Bern (EvB) ist eine unabhängige entwicklungspolitische Organisation (gegründet in 1968). Die EvB setzt sich für globale Gerechtigkeit ein. Die nimmt Einfluss auf entwicklungspolitische Fragen in der Schweiz, informiert die Öffentlichkeit über ungerechte Beziehungen zwischen Süden und Norden und interveniert bei internationalen Finanz- und Wirtschaftsinstitutionen.

Im April 2011 hat sie eine spannende Broschüre (15 Seiten) über die Konzerne, die die Lebensmittelproduktion beherrschen, publiziert: Saatgut, Jungtiere, Futtermittel, Dünger – was früher auf dem Bauernhof selbst produziert wurde, wird heute von der Saatgut-, Tierzucht-, Futter-/Düngemittel und Pestizidindustrie hergestellt. Immer weniger Konzerne liefern die Basis unserer Lebensmittel und beeinflussen dabei massgeblich Preise, Geschäftsbedingungen und sowie teilweise politische Rahmenbedingungen. Die neue Dokumentation der Erklärung von Bern macht Konzentration und Zusammenhänge sichtbar.

Bestellung möglich: www.evb.ch, info@evb.ch, 044 2 777 000

Agenda

Début août: Réunion délégation suisse à Nyeleni

2 sept (1 journée), 7 oct, 4 nov, 2 dec: prochains comités Uniterre

16-21 août, Krems, Autriche, forum Nyeleni Europe

Mise à jour sur www.uniterre.ch/Actualites/agenda.html